

A défaut de contestation par l'employeur des informations figurant sur ce document, dans le délai de deux jours ouvrables suivant la réception de celui-ci, le document constitue une preuve de la déclaration.

R. 1221-8

Décret n°2011-681 du 16 juin 2011 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'employeur conserve l'avis de réception jusqu'à l'accomplissement de la déclaration prévue par *l'article R. 243-14* du code de la sécurité sociale pour les salariés non agricoles et par *l'article R. 741-2* du code rural et de la pêche maritime pour les salariés agricoles.

Sous-section 5 : Documents à remettre au salarié

R. 1221-9

Décret n°2011-681 du 16 juin 2011 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Lors de l'embauche du salarié, l'employeur lui fournit une copie de la déclaration préalable à l'embauche ou de l'accusé de réception.

Cette obligation de remise est considérée comme satisfaite dès lors que le salarié dispose d'un contrat de travail écrit, accompagné de la mention de l'organisme destinataire de la déclaration.

service-public.fr

- > Le contrat de travail est-il obligatoirement écrit ? : Déclaration préalable à l'embauche
- > Procédure et formalités d'embauche d'un salarié : Documents à remettre au salarié

Sous-section 6 : Contrôle et sanctions administratives

R. 1221-12

Décret n°2011-681 du 16 juin 2011 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Sur toute demande des agents de contrôle mentionnés à l'article *L. 8271-7*, l'employeur :

1° Présente l'avis de réception de la déclaration préalable à l'embauche s'il est encore tenu de le conserver en application de l'article *R. 1221-8* ;

2° Communique, tant qu'il n'a pas reçu l'avis de réception, les éléments leur permettant de vérifier qu'il a bien procédé à la déclaration préalable à l'embauche du salarié.

R. 1221-13

Décret n°2011-681 du 16 juin 2011 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La pénalité prévue à l'article *L. 1221-11* en cas de non-respect de l'obligation de déclaration préalable à l'embauche est recouvrée selon les modalités et dans les conditions fixées :

1° Dans les secteurs autres que le secteur agricole, à l'article *R. 243-19* du code de la sécurité sociale ;

2° Dans le secteur agricole, à l'article *L. 725-3 du code rural* et de la pêche maritime.

Sous-section 7 : Obligations de l'organisme destinataire

R. 1221-14

Décret n°2011-681 du 16 juin 2011 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'organisme mentionné à *l'article R. 1221-3* communique les renseignements portés sur la déclaration préalable à l'embauche à chaque administration, service, organisme ou institution concerné par l'une ou l'autre des déclarations ou demandes prévues à *l'article R. 1221-2*, selon leurs compétences respectives.